

Déclaration politique collective sur la fermeture des décharges

Partout dans le monde, gouvernements et acteurs privés ferment des décharges au nom de la modernisation, de la lutte contre le changement climatique ou de l'ordre urbain. Mais pour les millions de récupérateurs de déchets qui ont fait fonctionner les systèmes de recyclage pendant des décennies, ces fermetures ne sont pas vécues comme une transition. Ce sont des expulsions. Elles signifient la perte du droit au travail, l'expulsion de la ville, l'exclusion des décisions qui façonnent nos vies et la responsabilité de problèmes environnementaux dont nous ne sommes pas responsables. Ce qui est présenté comme un progrès se traduit souvent par de la répression : les sites ferment du jour au lendemain, la police arrive avant les services sociaux et les entreprises prennent le contrôle des matériaux sans reconnaître le travail des ouvriers qui leur ont donné de la valeur.

De l'Afrique à l'Asie-Pacifique, des Amériques à l'Europe, nos partenaires constatent le même phénomène **lorsque** leurs lieux de travail **ferment** : aucune consultation, aucune garantie et aucune place pour les récupérateurs de déchets dans les soi-disant « nouveaux systèmes ». Discours environnementaux, langage technique et cadres réglementaires sont systématiquement utilisés pour justifier l'exclusion des travailleurs, notamment des femmes, des migrants et des communautés racisées qui subissent déjà de multiples formes d'inégalités.

Il ne s'agit pas de cas isolés ; ils représentent une tendance politique mondiale qui menace nos moyens de subsistance, notre dignité et la continuité des mouvements organisés de récupérateurs de déchets dans le monde entier.

Nous rejetons l'idée que les récupérateurs de déchets constituent un problème à éliminer. Depuis des générations, nous détournons d'énormes quantités de matériaux des décharges, réduisons les émissions et protégeons les écosystèmes – bien avant que le recyclage, la réutilisation et la réparation ne fassent partie des priorités environnementales officielles. Aujourd'hui, malgré le gaspillage ou la récupération de vastes quantités de matériaux précieux par les entreprises, les récupérateurs de déchets se voient de plus en plus refuser l'accès aux matériaux recyclables, réutilisables et réparables. Un système qui met au rebut les travailleurs tout en protégeant les profits n'est ni moderne ni durable.

Aucune fermeture de décharge ne saurait être légitime sans la pleine participation des récupérateurs de déchets dès le départ. Nous exigeons la reconnaissance de nos droits en tant que travailleurs et travailleuses, ainsi qu'un rôle décisif dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de toute réforme du système de gestion des déchets. Toute restructuration doit garantir des moyens de subsistance sûrs, un accès continu aux matériaux et de véritables alternatives pour ceux et celles qui choisissent une autre voie. Tout autre choix s'apparente à un déplacement forcé.



Nous dénonçons toutes les formes de criminalisation et de répression. Les fermetures brutales, les expulsions violentes et les discours présentant les récupérateurs de déchets comme des obstacles au progrès environnemental sont incompatibles avec une transition juste et démocratique.

Nous traçons une ligne claire : nous n'accepterons pas les fermetures qui effacent notre travail, nous privent de l'accès aux matériaux, les projets qui nous dépossèdent de notre valeur, ni les modèles qui traitent les travailleurs pauvres comme des êtres jetables.

Notre vision est celle de villes où les récupérateurs de déchets sont reconnus comme des travailleurs de l'environnement, bénéficiant de conditions de travail dignes, de revenus stables, d'une voix politique et d'un contrôle partagé sur les systèmes qu'ils font fonctionner.

Nous parlons d'une seule voix à l'échelle mondiale : Travaillez avec nous. Investissez en nous. Reconnaissez-nous. Devenez partenaire.

Un monde sans récupérateurs de déchets est un monde avec plus de déchets et moins de justice.

